

# DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

## RECONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE DU CATEAU CAMBRESIS

Août 2016



**NOREADE - la régie du SIDEN-SIAN**  
23 Avenue de la Marne  
BP 101  
59 443 WASQUEHAL CEDEX

**MAITRE D'OUVRAGE**



**PAYSAGE & TERRITOIRE**  
2-4 rue du 14 juillet  
28000 CHARTRES



**RAINETTE**  
30 rue Josquin Desprez  
59300 VALENCIENNES



**IRIS CONSEIL**  
679 avenue de la République  
59000 LILLE

**EQUIPE ETUDES REGLEMENTAIRES**



Informations relatives au document

Historique des modifications

Contrôle final du Maître d'Ouvrage	
Date	
Nom	NOREADE
Signature	

Version principale	Date	Rédigé par	Contrôle interne/externe	Modifications
0	29-10-2014	B. COURBOT	P. GOUHIER	Emission
1	30-04-2015	B. COURBOT	P. GOUHIER	Modifications suite aux adaptations du projet
2	11-02-2016	B. COURBOT	P. GOUHIER	Modifications suite aux remarques de la DDTM du Nord
3	30-08-2016	B. COURBOT	P. GOUHIER	Modifications suite aux remarques de la DDTM du Nord

# Sommaire

[Préambule](#)

[PIECE A – Objet de l'enquête et informations juridiques et administratives](#)

[PIECE B – Plan de situation](#)

[PIECE C – Notice explicative](#)

[PIECE D – Plan Général des Travaux](#)

[PIECE E – Appréciation sommaire des dépenses](#)

[PIECE F – Estimation sommaire des acquisitions à réaliser](#)

[PIECE G – Etude d'impact](#)

- ✓ Partie 1 : Préambule
- ✓ Partie 2 : Résumé non technique
- ✓ Partie 3 : Evaluation des impacts du programme
- ✓ Partie 4 : Auteurs des études
- ✓ Partie 5 : Analyse de l'état initial de son environnement
- ✓ Partie 6 : Choix du projet parmi les différents partis envisagés et présentation du projet soumis à l'enquête
- ✓ Partie 7 : Analyse des impacts du projet sur l'environnement et mesures correctives
- ✓ Partie 8 : Analyse des méthodes utilisées et des difficultés rencontrées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement
- ✓ Partie 9 : Annexes

[PIECE H – Dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau](#)

[PIECE I – Avis émis sur le projet avant ouverture de l'enquête](#)

## PREAMBULE

**Le présent dossier concerne la mise à l'enquête publique** du projet reconstruction de la station d'épuration intercommunale du Cateau-Cambrésis, située sur la commune du Cateau-Cambrésis, dans le département du Nord.

Le Maître d'Ouvrage de l'opération est **Noréade**.

Ce dossier d'enquête a été établi conformément à la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, modifiée par la loi n° 95-101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, à la loi n° 93-24 du 8 Janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques, ainsi qu'à leurs décrets d'application.

**Le présent dossier définit les principes de l'aménagement proposé.**

L'opération qui sera réalisée pourra, selon les résultats de l'enquête publique, différer de celle présentée au présent dossier. S'il s'agit d'adaptations de détail, celles-ci se feront sans nouvelle enquête publique. En revanche, des modifications importantes, remettant en cause l'économie générale du projet, seront susceptibles d'entraîner une nouvelle enquête.

Le projet nécessite la réalisation d'une étude d'impact conformément au tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'Environnement.

Le projet fait partie de la catégorie d'aménagement, d'ouvrages et de travaux **n°20 : Installations de traitement des eaux résiduaires. a) Stations d'épuration des agglomérations ou dispositifs d'assainissement non collectif soumises à autorisation au titre de l'article R 214-1 du code de l'Environnement.**

**L'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation de l'aménagement sera conduite à l'amiable.**

**Un dossier d'autorisation au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'Environnement (codification de la Loi sur l'eau) est réalisé.**

L'enquête publique portera également sur la procédure liée aux articles L214-1 et suivants du code de l'Environnement. Il s'agit donc d'une **enquête publique unique relative à différentes procédures.**

La procédure d'enquête publique a pour but d'informer le public et recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

## PIECE A – OBJET DE L'ENQUETE ET INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

### 1.1 OBJET ET CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'ENQUÊTE

Le présent chapitre a pour objet de rappeler les modalités de l'enquête publique, ainsi que les principales procédures administratives à mettre en œuvre pour assurer l'information du public et la protection des intérêts en présence.

#### 1.1.1 Objet de l'enquête publique

L'objet du présent dossier d'enquête publique concerne les travaux entrepris sous la Maîtrise d'Ouvrage de Noréade : Reconstruction de la station d'épuration intercommunale du Cateau-Cambrésis (y-compris la réorganisation du transfert des effluents).

L'enquête publique porte sur l'étude d'impact du projet en application de l'article R123-1 du code de l'Environnement.

Le projet se situe sur le territoire de la commune du Cateau-Cambrésis dans le Département du Nord. La présente enquête publique a lieu dans les 13 mairies des communes de l'agglomération d'assainissement (Bazuel, Beaumont-en-Cambrésis, Bertry, Honnechy, Inchy, Le Cateau-Cambrésis, Maurois, Montay, Pommereuil, Reumont, Saint-Benin, Saint-Souplet et Troisvilles).

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'enquête publique constitue une source d'information réciproque entre le Maître d'Ouvrage et le public qui, à cette occasion, a la possibilité de formuler librement ses observations.

#### 1.1.2 Conditions de réalisation de l'enquête publique

L'enquête publique est effectuée dans les conditions prévues par :

- les articles L123-1 à L123-16 du Code de l'Environnement (modifiés par la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement),
- les articles R123-1 et suivants du Code de l'Environnement (modifiés par le décret n°2011-2018 du 29 Décembre 2011), pris pour l'application des articles L123-1 à L123-6 du Code de l'Environnement.

##### 1.1.2.1 Enquête publique

La présente enquête publique vise à :

- préciser au public le projet et les conditions d'insertion dans son milieu d'accueil,
- permettre à chacun de faire connaître ses remarques,
- apporter ainsi des éléments d'information qui lui sont utiles à l'appréciation exacte de l'utilité publique de ce projet,
- associer, grâce à cette enquête, les citoyens à la décision administrative.

L'organisme public chargé de l'organisation de l'enquête est Noréade.



### 1.1.2.2 Entités administratives concernées

Le projet prend place dans le Département du Nord.  
La commune concernée par ces travaux est le Cateau-Cambrésis.

### 1.1.3 Composition du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique répond à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de l'article R123-6 du **Code de l'Environnement** et comporte les parties suivantes :

- **Pièce A : Objet de l'enquête - Informations juridiques et administratives** : pièce faisant état de la manière dont s'insère l'enquête publique dans la procédure administrative et les principaux textes s'y appliquant
- **Pièce B : Plan de situation**
- **Pièce C : Notice explicative** qui justifie le projet : elle présente les objectifs poursuivis, les enjeux principaux du secteur d'étude et les variantes étudiées,
- **Pièce D : Plan général des travaux**
- **Pièce E : Appréciation sommaire des dépenses**
- **Pièce F : Estimation sommaire des acquisitions à réaliser**
- **Pièce G : Etude d'impact**
- **Pièce H : Dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau**
- **Pièce I : Avis émis par l'autorité administrative compétente**

## 1.2 TEXTES RÉGISSANT L'ENQUÊTE

Les textes qui régissent la présente enquête sont :

### 1.2.1 Code de l'Environnement

- L123-1 à L123-16 modifiés par la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant sur l'engagement national pour l'environnement,
- R123-1 et suivants (modifiés par le décret 2011-2018 du 29 Décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement),
- R122-1 et suivants (modifiés par le décret n°2011-2019 du 29 Décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements),
- L414-4 et suivants portant sur l'évaluation des incidences Natura 2000,
- L110 et L121 reprenant la Loi n°95-104 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

- L214-1 à L214-11 ainsi que les articles R214-1 et suivants codifiant la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 Décembre 2006,
- L220 à L226 reprenant la Loi sur l'Air n°96-1236 du 30 Décembre 1996,
- L350-1 reprenant la Loi n°93-24 du 8 Janvier 1993 sur la mise en valeur des paysages,
- L571-1 à L571-26 reprenant la Loi sur le bruit du 31 Décembre 1992, le décret 95-22 du 9 Janvier 1995 pris en application de l'article 12 de cette Loi, l'arrêté du 5 Mai 1995 et la circulaire du 12 Décembre 1997 relatifs au bruit des infrastructures routières,
- L341-1 à L341-22 reprenant la Loi du 2 Mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque,
- L126-1 et suivants, concernant la Déclaration de Projet,
- L122-1 et suivants portant sur les études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements (modifiés par la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement).

### 1.2.2 Code des Collectivités Territoriales

- Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, Art. 135 à 137 et Art. 144 à 145.

### 1.2.3 Code de l'Urbanisme

- L300-2 et suivants et R300-1 et suivants, relatifs à la procédure de concertation,
- L128-4 issu de la Loi n°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

### 1.2.4 Code du Patrimoine

- L621-1 et suivants relatifs au patrimoine culturel et historique et L521-1 et suivants ainsi que le décret d'application n°2004-490 du 3 Juin 2004 portant sur l'archéologie préventive.

## 1.3 INSERTION DE L'ENQUÊTE DANS LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE À L'OPÉRATION

L'avis de l'Autorité Environnementale s'inscrit dans le cadre de l'évaluation environnementale des projets conformément aux articles L122-1 et suivants, et R122-1 et suivants, du Code de l'Environnement dont les modalités ont été fixées par décret n°2009-496 du 30 Avril 2009.

### 1.3.1 Avant l'enquête

L'enquête est annoncée par voie de presse et d'affiches. Un Commissaire Enquêteur (ou une Commission d'Enquête) est désigné par le Tribunal Administratif saisi par le Préfet du Nord.

Le Préfet du Nord procède à l'ouverture et à l'organisation de l'enquête par arrêt.

L'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête précise l'objet, la date d'ouverture et la durée de l'enquête, les lieux où elle se déroulera, les noms et qualité du Commissaire Enquêteur, les lieux et dates où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public, ainsi que les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur.

La publicité est assurée au moins 15 jours avant l'enquête, et pendant toute sa durée, dans la ou les mairies concernées, sur les lieux et dans les journaux à diffusion départementale ou nationale selon l'importance de l'opération.

### 1.3.2 Pendant l'enquête

Le dossier principal et le registre d'enquête sont déposés dans la mairie concernée par le projet. Le public peut prendre connaissance du dossier et consigner ses observations (utilité de l'opération) sur le registre d'enquête, elles peuvent aussi être adressées par écrit au Commissaire Enquêteur (ou le Président de la Commission d'Enquête), ou encore être reçues oralement par celui-ci.

Le Commissaire Enquêteur (ou le Président de la Commission d'Enquête) peut recevoir tous les documents, visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après information préalable des propriétaires et des occupants, convoquer le Maître d'Ouvrage ainsi que les autorités administratives intéressées.

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à un mois. Le Commissaire Enquêteur (ou une Commission d'Enquête), après avoir recueilli l'avis du Préfet, peut par décision motivée prévoir que le délai de l'enquête sera prorogé d'une durée maximale de quinze jours.

Lors de l'enquête, le public peut émettre toutes observations relatives au projet sur les registres ouverts à cet effet.

### 1.3.3 A l'issue de l'enquête publique

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront clos et signés par le Maire de la commune concernée par le projet et transmis dans les vingt-quatre heures au Commissaire Enquêteur (ou une Commission d'enquête) avec les dossiers d'enquête et les documents annexés.

Le Commissaire Enquêteur (ou une Commission d'Enquête) disposera d'un mois, à la date de clôture de l'enquête, pour transmettre au Préfet du Nord (son rapport relatant le déroulement de l'enquête), son avis et ses conclusions motivées avec l'ensemble du dossier et des registres d'enquête. L'avis émis peut être favorable, favorable avec recommandations, favorable avec réserves ou défavorable (art. R123-19 du Code de l'Environnement).

Le rapport du Commissaire Enquêteur (ou de la Commission d'Enquête) restera à la disposition du public dans la Mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à la Préfecture, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au Préfet dans les conditions prévues au titre premier de la Loi n°78/753 du 17 Juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs.

### 1.3.4 Au-delà de l'enquête publique

#### 1.3.4.1 Déclaration de Projet

La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.

#### 1.3.4.2 Etudes de détails

Noréade engagera sous sa propre responsabilité et en étroite concertation avec les partenaires concernés, les études de détails nécessaires à la définition précise du projet.

Le projet qui sera effectivement réalisé pourra différer (sans entraîner de modification substantielle, c'est-à-dire sans modifier la destination du projet ou ses caractéristiques principales) de celui qui fait l'objet du présent dossier afin de tenir compte des observations recueillies au cours de la présente enquête.



Si une modification substantielle de nature à modifier les résultats de l'enquête et les conclusions du Commissaire Enquêteur en résultait, une nouvelle enquête serait nécessaire.

#### **1.3.4.3 Procédure au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'Environnement**

Conformément à la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 Décembre 2006, codifiée par les articles L214-1 à L214-11 du Code de l'Environnement, et aux articles et décrets suivants :

- Article L214-32 du Code de l'Environnement soumettant un certain nombre d'installations, ouvrages, travaux et activités à des procédures de déclaration ou d'autorisation auprès du Préfet,
- Décret n°93-742 du 29 Mars 1993 explicitant les procédures d'autorisation et de déclaration,
- Décret n°93-743 du 29 Mars 1993 modifié par les décrets n°99-736 du 27 Août 1999, n°2001-189 du 23 Février 2001, n°2002-202 du 13 Février 2002 et n°2006-880 du 17 Juillet 2006 portant application de l'article L214-2 du Code de l'Environnement définissant dans une nomenclature annexée la nature et l'importance des installations, ouvrages, travaux et activités concernés, précisant le régime dont ils relèvent – déclaration ou autorisation.

**Le projet fait l'objet d'une procédure d'Autorisation au titre des articles L214-1 et suivants du Code de l'Environnement. L'enquête réalisée dans ce cadre se déroulera de manière conjointe à la présente enquête publique.**

Les décisions adoptées par la Direction Départementale des territoires et de la Mer du Nord dans le cadre de cette instruction sont présentées en pièce I du dossier.

#### **1.3.4.4 Enquête parcellaire**

L'ensemble des propriétaires ayant donné leur accord, il n'est pas prévu d'enquête parcellaire.

### **1.3.5 Bilan de la concertation**

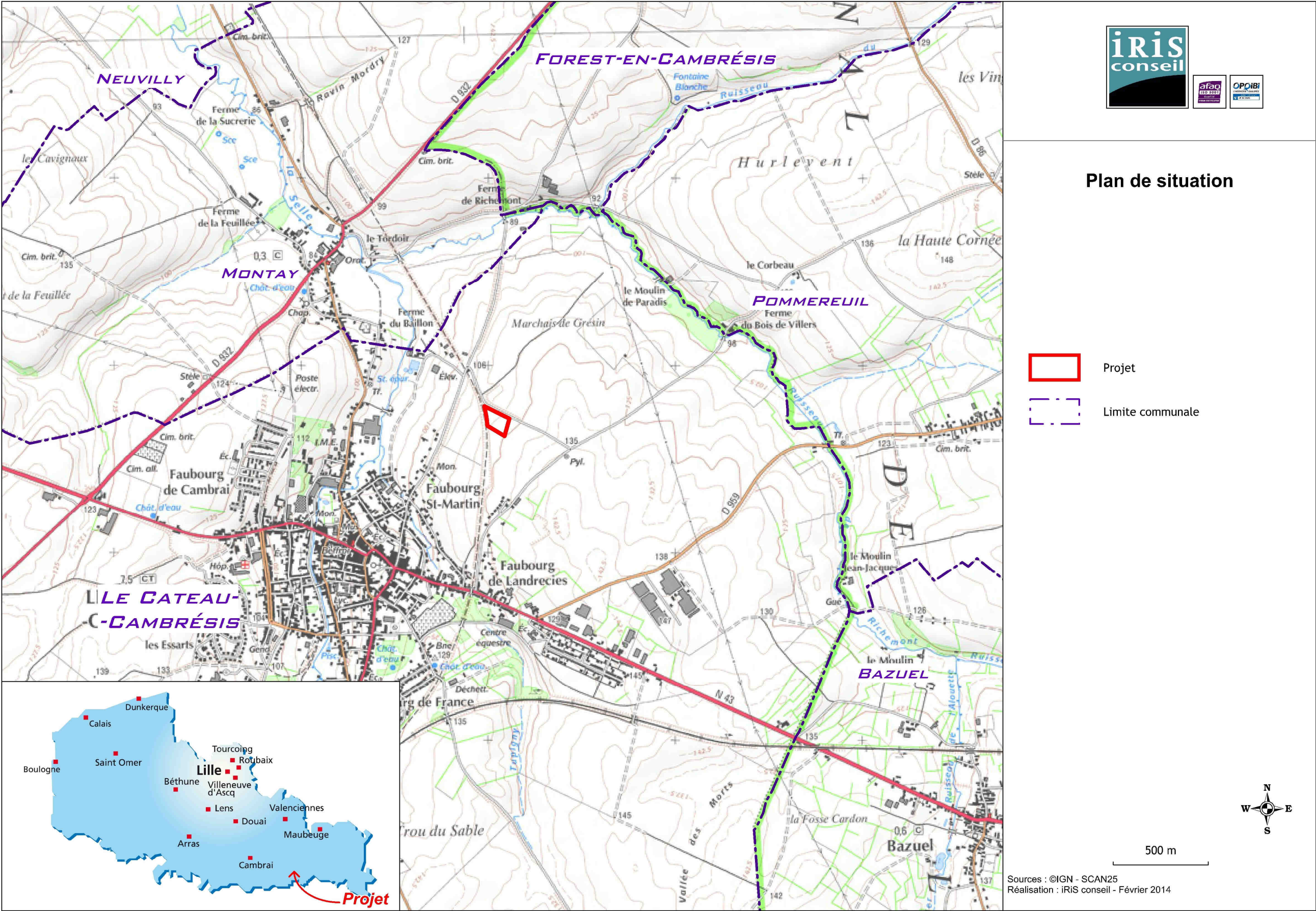
Conformément à l'article L121-16 Code de l'Environnement, le présent chapitre établit un bilan des concertations déjà menées.

- Les élus des communes du Cateau-Cambrésis ainsi que les propriétaires et exploitants ont été sollicités afin d'optimiser le choix des parcelles à acquérir.

- En Avril 2015, le centre d'exploitation de Beauvois-en-Cambrésis a convié la municipalité du Cateau-Cambrésis et les riverains intéressés à participer à une visite d'une installation équivalente existante (Crespin).
- Le projet n'a pas fait l'objet de débat public en phase étude.

## PIECE B – PLAN DE SITUATION





## PIECE C – NOTICE EXPLICATIVE

### 1.1 CONTEXTE DU PROJET

L'agglomération d'assainissement du Cateau-Cambrésis est actuellement constituée des ouvrages d'assainissement (réseaux, station de pompage et dispositif de traitement) des communes de :

- Bazuel,
- Beaumont-en-Cambrésis,
- Bertry,
- Honnechy,
- Inchy,
- Le Cateau-Cambrésis,
- Maurois,
- Montay,
- Pommereuil,
- Reumont,
- Saint-Benin,
- Saint-Souplet,
- Troisvilles.

A noter que les communes de Bertry, Maurois et Saint-Bénin ne sont pas adhérentes à Noréade. Ces communes disposent d'une convention avec Noréade pour l'autorisation de raccordement.

La future station d'épuration étant implantée sur le territoire de compétences de Noréade, elle sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Noréade. Par contre, les systèmes d'assainissement (réseaux, stations de pompage, déversoirs d'orage, bassins d'orage) des communes non adhérentes demeurent sous les maîtrises d'ouvrage actuelles :

- SIVOM de la Warnelle pour Bertry,
- Maîtrise d'ouvrage communale pour Maurois,
- Maîtrise d'ouvrage communale pour Saint-Benin.

La création de cette nouvelle station de traitement est justifiée par la vétusté des installations de l'actuelle station d'épuration au regard de la pollution actuellement traitée. La nouvelle infrastructure permettra le traitement de l'azote et du phosphore.

#### 1.1.1 Objectifs du projet et ses enjeux

Les eaux collectées par les réseaux d'assainissement, majoritairement unitaires, sont actuellement refoulées vers la station existante située sur le long de la rue de Baillon.



Compte tenu de sa vétusté au regard de la pollution actuellement collectée, ce dispositif de traitement doit faire l'objet d'une mise aux normes, notamment en ce qui concerne le traitement de l'azote et du phosphore.

Or, le process actuel ne peut être adapté pour atteindre les objectifs souhaités par cette mise aux normes. Il s'avère donc nécessaire de construire un nouvel ouvrage de traitement.

### 1.1.2 Horizon du projet

La station d'épuration a été dimensionnée pour une durée de 30 ans minimum sur la base d'une évolution démographique de + 10% (hypothèse plutôt optimiste).

Les travaux seront réalisés en une seule étape et permettront à la future station d'épuration d'être en mesure de traiter 22 000 EH (Equivalent Habitant) pour la pollution domestique en 2030.

## 1.2 HISTORIQUE DU PROJET

La station d'épuration existante a été construite en 1981 pour une entreprise Catésienne qui a cessé ses activités juste avant la mise en service. Ceci a conduit les communes voisines à s'y raccorder.

Noréade a inscrit la reconstruction de la station d'épuration au programme de travaux 2013.

## 1.3 CHOIX DU SITE DU PROJET

### 1.3.1 Démarche

La recherche d'un site propice à l'accueil de la future station était contrainte par les critères suivants :

- Le site d'accueil doit se situer à proximité d'un milieu récepteur disposant d'un débit suffisant pour que l'impact du rejet soit admissible, mais de préférence en dehors de toute zone inondable comme le stipule l'arrêté du 21 Juillet 2015,
- Le site d'accueil doit être distant d'au moins 200 m des habitations les plus proches (à noter la volonté de Noréade de s'imposer le double de la distance prévue par la réglementation),
- Le site d'accueil doit être suffisamment proche de la station existante afin de conserver la configuration actuelle des réseaux acheminant les effluents à la station (les travaux sur le réseau se limitent à refouler les effluents depuis la station existante vers la future station– la mise en conformité des réseaux de collecte ne faisant pas partie du présent programme des travaux),

- Le site d'accueil doit disposer d'un accès suffisant pour accueillir le futur trafic de camions dédié à la station,
- Le raccordement du site aux réseaux (électricité, télécommunications...) doit être aisé en particulier pour l'alimentation électrique des installations,
- Le règlement de la zone du PLU du Cateau-Cambrésis qui régit le site d'accueil doit autoriser la construction de la station de traitement.

### 1.3.2 Choix du site

Le site de la station existante n'a pas été retenu car la déconstruction puis la reconstruction des installations engendrait une phase transitoire qui aurait nécessité une solution provisoire non envisageable.

Noréade a donc choisi le site de la future station de traitement en fonction des critères précités et suivant la disponibilité foncière du secteur.

**Toutes ces considérations ont conduit Noréade à retenir le site au Nord-Est du Cateau-Cambrésis à proximité de l'ancienne voie ferrée et du futur contournement du Cateau-Cambrésis (en cours de réalisation). D'une surface d'1 ha, le site est actuellement occupé par des cultures.**

## 1.4 PHASAGE ET PLANNING DE L'OPERATION

L'élaboration des dossiers réglementaires et études complémentaires ont lieu sur la période 2014-2016.

Les études détaillées et le lancement de la consultation des entreprises sont prévues lors du premier semestre 2017. Le permis de construire sera déposé et la phase de préparation chantier sera initiée entre Décembre 2017 et Mai 2018.

Les travaux proprement dits s'échelonneront sur la période Juin 2018 et Novembre 2019 pour une durée de 18 mois (en fonction des conditions climatiques déterminantes pour l'exécution des travaux notamment sur l'aspect traitement des sols pour les terrassements et pour la réalisation des ouvrages de génie civil).

Une fois la mise en service de la station d'épuration du Cateau-Cambrésis effective, Noréade entreprendra la modification des installations de la station existante.

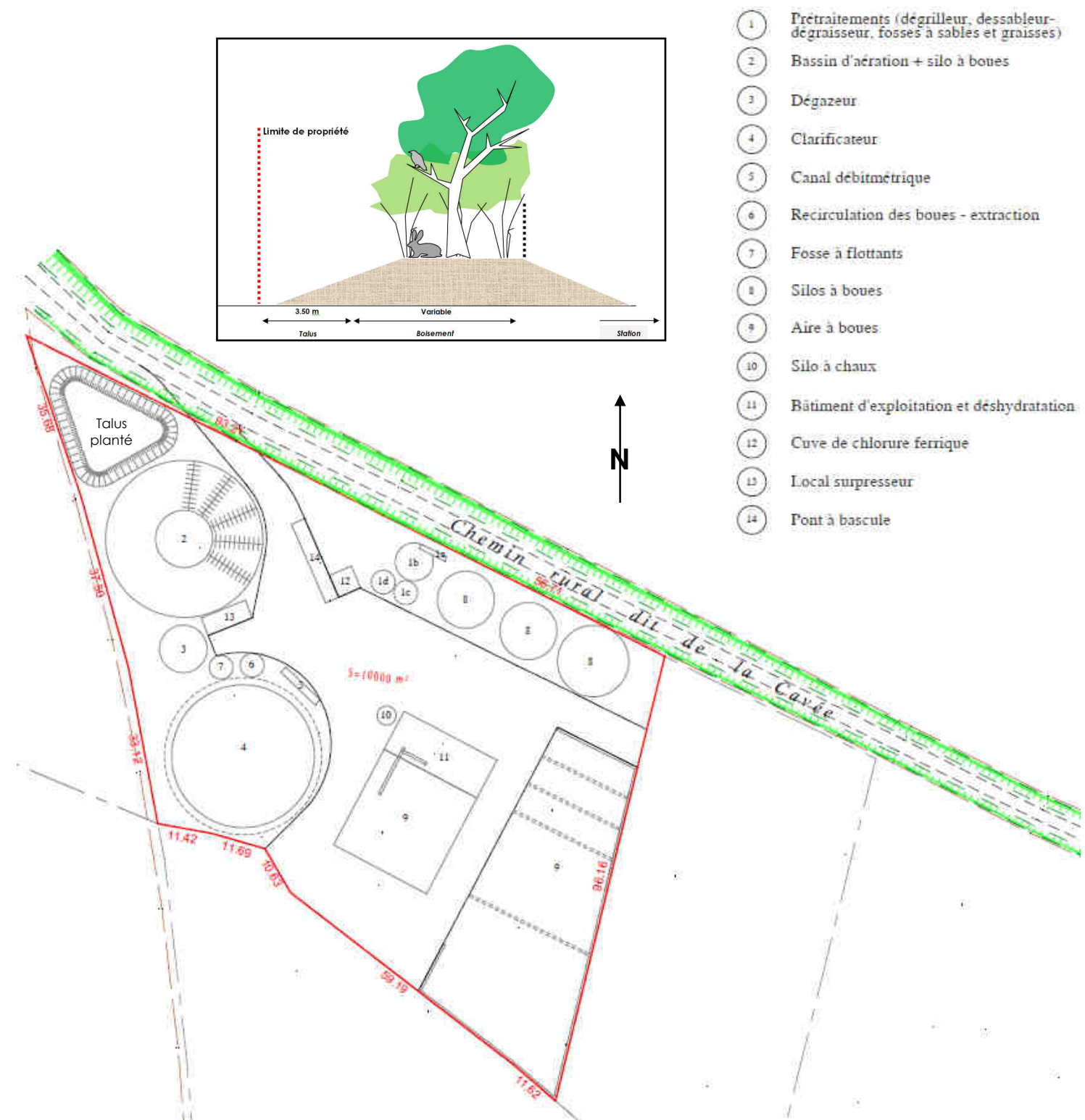
## 1.5 APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES

Ces éléments sont présentés dans la partie E du présent dossier.



Le plan général des travaux présenté ci-dessous constitue une proposition (émise par Noréade) d'implantation des ouvrages de la future station d'épuration. L'implantation définitive des ouvrages reste à l'initiative de l'entreprise titulaire des travaux de réalisation et de mise en service de la station d'épuration.

## PIECE D – PLAN GENERAL DES TRAVAUX



Le coût des travaux d'aménagement de la station d'épuration du Cateau-Cambrésis s'élève à 9 366 825 € HT.

Noréade sollicitera une participation financière auprès de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Coût du projet de reconstruction de la station d'épuration intercommunale du Cateau-Cambrésis	
	en euros
Traitement des eaux	
Génie civil (y-compris le réaménagement des réseaux prévu au programme)	3 800 000
Equipements	1 900 000
Pose du réseau d'amenée des eaux brutes et du réseau de rejet des eaux traitées	450 000
Traitement des boues	
Génie civil	2 065 000
Equipements	785 000
Etudes, acquisitions et travaux annexes	
Maîtrise d'œuvre	46 825
Achat du terrain, indemnisation et prestations annexes	120 000
Raccordement aux réseaux	60 000
Etudes amont	55 000
Contrôle et sécurité	55 000
Remise en état de la voirie d'accès	30 000
TOTAL HT	9 366 825
TVA 20%	1 873 365
TOTAL TTC	11 240 190
Arrondi	11 250 000

PIECE E – ESTIMATION SOMMAIRE DES DEPENSES

- Les mesures prises en faveur de l'environnement sont liées à :
- l'insertion du projet dans le paysage existant (talus planté),
  - la mise en place de mesure en faveur du milieu naturel (gestion différenciée...),
  - la réduction de l'impact sonore (insonorisation local surpresseur...),
  - la réduction de l'impact du projet sur l'ambiance olfactive existante.
- Le coût de ces mesures est estimé à 23 900 € HT (hors mesures intégrées à la conception : insonorisation, confinement des odeurs...) lors de la réalisation.
- Le coût de la gestion différenciée s'élèvera à 3 900 € HT / an.

Noréade s'est engagé dans un processus d'acquisition de parcelle à l'amiable.

La parcelle à acquérir est recensée dans le tableau ci-dessous.

Section	Numéro	Surface	Lieu-dit	Commune	Propriétaire
B	YC78	1 ha	La Croix Rouge	Le Cateau-Cambrésis	Noréade

L'acquisition a été réalisée pour un montant de 70 000 Euros.

PIECE F – ESTIMATION SOMMAIRE DES ACQUISITIONS  
A REALISER

L'étude d'impact est présentée dans un dossier séparé joint au présent dossier d'enquête.

## PIECE G – ETUDE D'IMPACT

Le dossier d'autorisation au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'Environnement (codification de la Loi sur l'eau) est présenté dans un dossier séparé, joint au présent dossier d'enquête.

## PIECE H –DOSSIER D'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU



## PIECE I – AVIS EMIS SUR LE PROJET AVANT L'OUVERTURE DE L'ENQUETE